

L'EDITO

Maroun Labaki

NON À L'EUROPE SELON CAMERON

L'issue des élections de ce jeudi au Royaume-Uni est très incertaine. Mais le vote britannique recèle également des éléments d'incertitude pour nous, citoyens européens du continent. Car le Premier ministre sortant, le conservateur David Cameron, a promis aux Britanniques, d'ici fin 2017, un référendum sur le maintien de leur pays au sein de l'Union européenne. Pour les partenaires de Londres - nous donc -, c'est un revolver sur la tempe ! Ou bien ils cèdent aux pressions et consentent à un vaste détricotage de l'Europe, avec démantèlement de pans entiers de ce qui a été érigé depuis près de soixante ans, ou bien ils prennent le risque du référendum et d'un *bye-bye* des Britanniques.

Machine arrière toute ? Certes,

sans le Royaume-Uni, nous serions numériquement moins forts, y compris au plan économique. Certes, bien des qualités britanniques nous manqueraient, comme le pragmatisme ou l'efficacité. Certes, toute séparation laisse le goût amer de l'échec. Il faut cependant leur dire fermement « non ».

Nous avons, du reste, déjà donné. L'obsession anti-européenne des Tories de David Cameron, poussés dans le dos par les exaltés du UKIP, a déjà contaminé le fon-

Les Britanniques rêvent de recouvrer l'ivresse océanique de l'empire de jadis

tionnement des institutions européennes. Depuis l'installation de la Commission Juncker-Timmermans, l'aspiration politique à plus d'intégration européenne est devenue quasiment incongrue, et l'appareil normatif s'est mis au ralenti. Il n'est plus question que de « *better regulation* » - en anglais. Dès lors, 80 propositions de législation euro-

péenne (sur 450) ont été revues à la baisse ou jetées à la poubelle, le nombre de réunions à la Commission et au Conseil a été réduit, les eurodéputés commencent à manquer de textes à décortiquer et globalement de choses à faire - tant et si bien que le gouvernement français s'est officiellement inquiété de l'impact économique de cet assoupissement général sur la ville de Strasbourg...

Procès d'intention ? Malveillance à l'égard de Jean-Claude Juncker et de Frans Timmermans, son premier vice-président néerlandais ? En tout cas, cette dérive ne peut plus durer. Il n'y a pas d'avenir hors de l'intégration européenne. Les Britanniques ont bien entendu le droit de penser le contraire. Rêvent-ils de rompre les amarres, de recouvrer l'ivresse océanique de l'empire de jadis, rêvent-ils d'Amérique et de rivages lointains ? Parfait. Qu'ils tiennent leur référendum, qu'ils jouent à la roulette russe. *Good luck !*

Soyons fermes. Cela étant, David Cameron n'a pas encore été reconduit au 10 Downing Street...